

Publié le 12 avril 2014 à 07h00 | Mis à jour le 12 avril 2014 à 07h00

Honduras: le libre-échange malgré des droits bafoués



ISABELLE HACHEY
La Presse

Un pays ultraviolet, gangrené par la corruption, où règne une impunité quasi totale: depuis cinq ans, le Honduras glisse dans un inquiétant chaos. Pourtant, au nom du commerce, le Canada a choisi d'ignorer la détérioration des droits de la personne dans ce petit pays, le plus pauvre d'Amérique centrale.

C'est le dur constat que dresse Bertha Oliva, l'une des militantes les plus connues des droits de la personne au Honduras. De passage à Montréal cette semaine, elle a accusé le Canada d'avoir signé un accord de libre-échange avec le Honduras, en novembre, alors que son pays était en pleine crise sociale et politique.

À la tête du Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (COFADEH), Mme Oliva milite depuis la disparition de son mari, Tomas Nativi, en 1981. À l'époque, le Honduras était sous la coupe des militaires, soutenus par les États-Unis dans le grand

jeu géopolitique de la guerre froide. Le Bataillon 3-16, une tristement célèbre unité de l'armée, était chargée d'assassiner et de torturer les opposants politiques du gouvernement.

Trente ans plus tard, les militants honduriens ont une douloureuse impression de déjà-vu. Les escadrons de la mort, préviennent-ils, sont de retour dans les rues de la capitale, Tegucigalpa.

Depuis le coup d'État du 28 juin 2009, pas moins de 32 journalistes ont été assassinés au Honduras, selon Human Rights Watch. Des professeurs, des syndicalistes et des dirigeants paysans ont aussi été tués, menacés ou poursuivis en justice, dit Mme Oliva. «On veut casser les dirigeants, uniformiser la pensée, éliminer ceux qui exigent des changements sociaux en profondeur, dit-elle. On utilise la machine de l'État pour instaurer une culture de la peur.»

Lutte contre l'insécurité

Il faut dire que le Honduras est le pays le plus meurtrier du monde. Dans cette contrée où les maras, ces gangs de rue tatoués et hyper violents, font souvent la loi, 19 personnes sont tuées... chaque jour, en moyenne. «Il y a tant de morts que, parfois, je crains d'être moi-même désensibilisée», confie Mme Oliva.

Le président Juan Orlando Hernández s'est fait élire, le 24 novembre, en promettant de mettre un terme au bain de sang. Une nouvelle police militaire a ainsi été déployée pour combattre les milliers de

maras qui s'adonnent au trafic d'armes et, surtout, de drogue: le Honduras est devenu l'entrepôt des cartels mexicains.

79

Le taux d'homicides au Honduras s'élève à 79 pour 100 000 habitants, le plus élevé de la planète. C'est huit fois supérieur à la moyenne mondiale.

Étant donné l'histoire récente de son pays, Mme Oliva redoute la création de cette police militaire. «Au nom de la lutte contre l'insécurité, les autorités ont militarisé la société hondurienne. Elles se servent de toute cette violence comme prétexte pour réprimer et attaquer les défenseurs des droits humains.»

Issu de la droite, M. Hernández l'a emporté sur Xiomara Castro, la femme de l'ancien président de gauche Manuel Zelaya, renversé lors du coup d'État de 2009. «Depuis, les gens pensent qu'au Honduras, il y a un retour à la démocratie. Mais plus que jamais, la communauté internationale doit savoir que le Honduras est un pays où règne l'impunité.»

Après le putsch, le Canada avait coupé les ponts au Honduras, mais l'élection d'un nouveau gouvernement lui a permis de renouer ses liens et de signer l'accord de libre-échange. Le ministre du Commerce international, Ed Fast, avait assuré à l'époque que le traité «[favoriserait] la démocratie et le développement économique du Honduras».

Mais pour ses détracteurs, l'accord exacerbe plutôt la crise sociale. Ottawa a choisi de fermer les yeux sur la répression politique et sur la militarisation du Honduras lorsqu'il a signé ce traité, qui sert uniquement les intérêts canadiens, dénonce Mme Oliva.

«Le développement est positif, mais trop souvent, les investisseurs oublient que les êtres humains doivent être au centre du processus», dit la militante. Or, ce n'est pas le cas dans les maquiladoras et les mines exploitées par des entreprises étrangères au Honduras, ajoute-t-elle. La paix ne s'est jamais construite avec des accords qui cherchent à augmenter les profits.»

Source : http://www.lapresse.ca/actualites/national/201404/11/01-4756631-honduras-le-libre-echange-malgre-des-droits-bafoues.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B25_A-decouvrir_219_article_ECRAN1POS1